

Le Salasse

Numéro 29, nouvelle série.

le 22 Septembre 2005

Parfait JANS. Lillianes

Mail : parfait.jans@wanadoo.fr

site Internet : <http://www.jans-aoste.org>

J'ai donné mon point de vue et engagé notre bulletin « le Salasse » dans le numéro 28, en précisant que, personnellement, je n'interviendrais plus jusqu'au Congrès du 29 octobre. Je confirme.

Cependant, le contenu de mes articles et la publication des deux lettres, celle de Messieurs Perrin, Vicquéry, Borre, d'une part, et celle de Monsieur Louvin, d'autre part, nous ont valu un courrier de Monsieur Etienne Andrione que nous publions in extenso dans ce numéro. Ceci conduit notre « Salasse » à déclarer « portes ouvertes » à tous ceux qui souhaiteraient s'exprimer avant la tenue du Congrès de l'Union Valdôtaine.

Plus la discussion sera riche et plus riche sera le Congrès.

Parfait JANS

Le point de vue de Monsieur Etienne ANDRIONE :

Cher Monsieur Jans,

J'ai lu avec attention votre dernier et comme toujours instructif bulletin.

Une fois encore, je vous demande de bien vouloir héberger mon intervention, dans laquelle j'oserai exprimer une respectueuse nuance par rapport à votre pensée.

Mais, comme vous le savez, un système de censure organisée contrôle l'alpha et l'oméga de l'information valdôtaine, et votre « Salasse » est donc une des peu de chances qui subsiste chez nous de faire entendre une voix dissidente.

Si je ne vous ai pas mal compris, vous accusez une poignée d'hommes de tenir le Mouvement en otage. Et, par-là, à la fois d'abuser de la confiance des Unionistes et de mettre en danger des acquis difficilement conquis.

De plus, vous publiez deux lettres, dont une extrêmement dure, où, à la fin du compte, l'Union est accusée, par rien de moins que deux de ses anciens présidents du gouvernement, un ancien assesseur et un conseiller, d'être désormais absente sur le front du combat pour la francophonie et les traditions linguistiques et, fait tout aussi parlant, de pratiquer désormais de façon courante – je cite – des «chantages», des «campagnes électorales guidées orientées et poussées à l'extrême», des «équilibres politiques finalisés au pouvoir pour le pouvoir». Ce qui aurait comme conséquence la perte de «rigueur morale», de «comportements dignes», de «participation libre». Un tableau inquiétant : l'Union serait devenue une association sans but défini, sinon celui de maintenir le pouvoir coûte que coûte, en transgressant les normes les plus élémentaires de la vie politique, si pas, en fait, les interdits du code pénal.

Et, donc, un parti qui trahit complètement à la fois les buts pour lesquels il était né et ceux qui y font confiance précisément en croyant encore au message originare.

On ne peut se le cacher : il s'agit ici d'un diagnostic d'une très grande brutalité, dont il n'est de plus pas permis de douter, puisque venant justement de hauts personnages qui ont occupé des postes de grande responsabilité jusqu'à il y a très peu de temps, et qui vraisemblablement connaissent donc ce de quoi ils parlent.

Ces propos appellent alors quelques considérations.

Il faut premièrement constater qu'autant de sagesse tardive laisse quelques regrets : cela fait des années que, avec quelques amis, nous répétons que la situation est extrêmement grave. Nous n'étions d'ailleurs pas les premiers à le faire, mais, probablement, nous étions encore plus conséquents dans notre analyse et nous portions donc le raisonnement un peu plus loin, si loin, en fait, que l'on a pu avec quelque succès nous tancer d'extrémisme et nous laisser tomber dans l'oubli.

Puisque cependant les langues commencent à se délier et que l'on dirait que la belle unanimité d'intérêts (au mauvais sens du terme) commence à se fissurer, peut-être nous sera-t-il permis de proposer à nouveau notre point de vue, qui abonde dans le même sens.

Pour nous, l'Union est désormais un groupement anonyme, sans âme ni vision, dont on dirait presque qu'il a pour but de permettre l'enrichissement personnel de certains de ses dirigeants, et

qui, pour ce faire, s'est trouvé, de fait, à *combattre* la spécialité valdôtaine et à suffoquer la liberté dans notre région.

On voit bien qu'il y a quand même une différence de degré d'appréciation du mal que l'Union est en train de faire, à elle-même et à la Vallée d'Aoste, et cela demande explication.

Commençons alors par un bref diagnostic, en examinant quelques volets de l'action de ce regroupement, sur la base de l'énoncé de ses propres Statuts. Selon ceux-ci, il avait, entre autres, la finalité d'assurer « l'épanouissement du caractère ethnique et linguistique du peuple valdôtain; d'en servir les intérêts culturels, politiques, sociaux et économiques. » (art. 1). N'oublions pas non plus que, depuis plus de vingt ans, grâce à la répartition fiscale des 9/10es des recettes perçues sur le territoire régional, l'Union aurait eu les moyens de sa politique, si elle avait vraiment voulu la mener.

- Culture : l'Union d'après la répartition fiscale n'a non seulement rien fait pour la francophonie, mais a détruit un peu plus ce qu'il en restait. Il n'existe toujours pas d'écoles en langue, les professeurs censés enseigner le français ne le connaissent souvent pas, il n'existe toujours pas chez nous le droit de communiquer avec l'Administration dans la langue choisie par le citoyen, les media francophones restent les mêmes d'il y a trente ans, tout donne plus généralement l'impression que l'Union se fiche complètement du patrimoine linguistique historique valdôtain. En revanche, l'on a introduit la prime de bilinguisme, qui a naturellement fait du français, aux yeux du grand public, une pantalonnade bonne tout au plus pour encaisser quelques sous, et l'on a créé une Université, particulièrement médiocre de surcroît, entièrement italienne. Un bilan calamiteux, que l'on essaye de couvrir pudiquement – sans y réussir – par les antiennes régulièrement prononcées lors des commémorations officielles. Voilà ce que l'Union a réussi à faire en réalité du français, implanté dans notre région depuis plus de cinq siècles et encore aujourd'hui deuxième ou troisième langue internationale du monde : un mort.

L'Union a aussi assassiné, par une gestion obscène des subventions culturelles publiques et par l'occupation systématique des centres d'information de la part de *clientes*, aussi serviles que stériles, toute forme de littérature indépendante et toute possibilité d'information objective ;

- Société et économie : l'Union a introduit sur une échelle massive l'assistanat, la désresponsabilisation des citoyens, la vision de la place de travail comme service à demander au puissant du moment ; elle a fait quadriller et verrouiller par l'Administration régionale les trois-quarts de l'activité économique, afin de pouvoir contrôler jusque dans le menu détail la vie et la pensée du travailleur-électeur ; elle a délibérément évité de faire croître le niveau culturel et professionnel de notre région ; elle a détruit la mentalité paysanne et des éleveurs de bétail, par une gestion absolument irresponsable, et dans plusieurs cas explicitement criminelle, des aides aux campagnards ; elle a complètement raté le développement touristique de notre région ; elle a réussi, un record de proportions mondiales, à faire perdre de l'argent à un Casino ; elle a totalement négligé tout secteur de pointe et toute nouvelle technologie.

Du point de vue social, elle a généralisé l'achat des voix, le chantage, et, selon certaines voix, la menace et l'extorsion pour l'obtention du consensus électoral, en minant les bases mêmes de la démocratie ; elle a volontairement et systématiquement détruit ou marginalisé les individualités les plus riches ou anticonformistes, qui, très souvent, ont dû émigrer pour pouvoir vivre ; elle a fait de la légalité, du respect de l'autre, du vivre posément ensemble de simples oripeaux verbaux, dont la fonction est en réalité de masquer l'hideuse dégradation dans laquelle nous nous débattons ; elle a encouragé une immigration massive et peu qualifiée, en provenance en plus d'une seule région italienne, la Calabre, qui constitue peut-être aujourd'hui la majorité relative de la population valdôtaine. Après avoir réduit la Vallée d'Aoste à un cadavre culturel et intellectuel, en somme, l'Union s'est arrangée pour le faire pourrir au plus vite. Si besoin était de trouver de graves confirmations à ce désastre, qu'il suffise de rappeler ici que, région financièrement riche, la Vallée d'Aoste présente

néanmoins des taux de divorces, suicides, alcoolisme, qui prouvent, à eux seuls, qu'un profond malaise social existe.

Plus généralement, l'Union a brisé volontairement, peut-être à jamais, tout espoir d'orgueil valdôtain. Le Valdôtain est maintenant définitivement un déchu, à ses propres yeux. Et cela s'est probablement fait parce qu'un déchu ne se révolte pas, ne réclame pas sa liberté, ne se bat pas pour reconquérir sa dignité : un déchu, c'est un esclave.

En clair : l'Union a fait exactement le contraire de ce que recommandait Emile Chanoux. Ce dernier s'insurgeait de son temps *contre* la déchéance des Valdôtains, qui devait être portée au grand jour pour qu'une saine révolte s'ensuive, et pas subrepticement encouragée par tous les moyens. Rappelons-nous que Chanoux plaidait, ô combien passionnément, pour un *refonte* et une *résurrection* des Valdôtains, pas pour leur abaissement définitif au niveau de folklore passéiste.

Chanoux n'était pas du tout un ingénu : n'a-t-il pas écrit « Oh, oui, l'âme du Valdôtain est bonne, bien honnête, bien pure, bien courageuse, mais elle est quelquefois bien sujette à pourrir, pourrir misérablement et hideusement quand elle est mise en contact avec quelque pourriture. Et quand le Valdôtain est pourri, il est pire que les autres. » ? Mais je pense que le Martyr lui-même, qui se rapportait dans ce passage aux contacts avec la propagande italienne, n'aurait pu imaginer que ce serait un Mouvement osant se réclamer de ses idées qui serait la cause première de pourrissement des Valdôtains !

Pour résumer, l'Union devait (et pouvait) faire de la Vallée d'Aoste un petit paradis où il aurait fait bon vivre. Elle a presque réussi à en faire une réplique du Midi italien, pour la plus grande joie des nationalistes italiens, encore que certains commencent à penser, et c'est vraiment tout dire, que peut-être même à leur goût l'Union est allée trop loin.

Tout peuple dominé produit inéluctablement des serviteurs du dominant, des « faibles », pour reprendre à nouveau Chanoux, qui, ne pensant qu'à leur propre petite personne, essaient de plaire au puissant en agissant contre leur propre groupe. C'est triste, mais c'est une constante de l'histoire. Et cependant la dimension de ce phénomène dans l'Union dépasse toutes les bornes imaginables, au point justement de faire de ce Mouvement de « résistance » le plus puissant facteur d'aliénation ethnique qui ait jamais sévi en Vallée d'Aoste. Avouons qu'il fallait quand même oser...

Tout ceci, c'est des faits. Le ton que j'ai employé pourra plaire ou déplaire, mais je puis prouver chacune de ces affirmations.

Et en réalité, si l'on lit entre les lignes de ce que vous avez publié, Monsieur Jans, je crois que c'est bien un petit remord qui pointe, tard, trop tard hélas, chez certains Unionistes ou anciens Unionistes, probablement parce qu'il subsiste chez eux, contrairement à d'autres, un minimum de dignité virile.

Là où, en revanche, notre contribution est spéculative, c'est dans l'explication des causes qui ont motivé cette faillite. Il ne s'agit que d'une hypothèse, bien sûr, mais qu'il vaut la peine d'illustrer.

Pour nous, il n'est possible de comprendre l'enchaînement logique qui lie toutes ces manifestations que si l'on se met dans la position de ceux qui ont détenu le pouvoir.

Ayant établi sans possibilité d'erreur qu'il s'est souvent agi de personnages totalement corrompus, l'explication doit être que cette façon de gouverner, *contre* les intérêts de la Vallée d'Aoste et de la minorité valdôtaine, servait les intérêts des corrompus susdits.

De quelle façon ? Notre conviction est que, par la destruction de l'identité valdôtaine, et par l'état dans lequel ils ont réduit celui qui en fut le dernier bastion, l'Union Valdôtaine, ces tristes sires ont acquis quelques mérites aux yeux du pouvoir étatique.

En clair, ces Quisling, dont la devise était et est toujours « Il ne faut pas déranger l'Etat », l'auraient adoptée afin que l'Etat ne les dérange pas, eux, politiciens véreux et traîtres à la cause, pendant qu'ils pataugeaient gaiement dans la mare du trésor public. L'Etat, au demeurant, leur aurait ultérieurement facilité la tâche, en les délivrant parfois au besoin de l'opposition intérieure.

Un marché - plus ou moins explicite, ce n'est pas le genre de chose que l'on couche sur papier - passé donc entre l'Etat et ces sordides personnages. Pour ceux qui douteraient qu'un Etat puisse s'abaisser à de semblables pratiques, renvoyons-les à la lecture de leurs journaux ou rappelons-leur simplement la définition que donnait Nietzsche de l'Etat: « le plus froid des monstres froids ».

Il serait à ce propos intéressant d'analyser l'action de la magistrature et des forces de sécurité italiennes, qui sont d'ailleurs largement surreprésentées en Vallée d'Aoste (selon certaines analyses, jusqu'à quatre fois la moyenne nationale).

On pourrait alors se demander comment cela se fait que tel procès s'enlise et finit mystérieusement en prescription, alors que, par exemple, l'on a pu entendre un ministère public parler impunément de « faune francophone » au tribunal d'Aoste ; ou s'interroger sur le pourquoi il arrive que des informations, qui n'ont pu être acquises que grâce à des surveillances personnelles que seules les forces de l'Etat peuvent réaliser, se retrouvent comme par hasard dans les mains des politiciens indiqués plus haut, qui les exploitent bien sûr pour continuer leurs manèges ; ou encore se demander la raison pour laquelle l'Administration régionale n'a rien trouvé de mieux que de nommer un ancien haut responsable des services secrets italiens comme chef de la sécurité du palais régional, et ainsi de suite.

Il ne s'agit, je le répète, que d'une piste d'enquête, qui mériterait cependant d'être explorée à fond.

Mais pour l'instant trêve de suppositions et venons-en à ce qui nous sépare, M. Jans.

Le groupe auquel nous faisons tous les deux allusion dispose du pouvoir dans l'Union depuis plus de vingt ans. Aucun changement n'est à attendre à l'intérieur du parti, au vu du contrôle systématique et de type mafieux que ce cartel y exerce (« la gestion, les chantages et les contrôles lors des derniers congrès » dont parlent MM. Perrin, Vicquery et Borre signifient très exactement cela). Le renversement du gouvernement Perrin prouve d'ailleurs que l'on peut toujours s'attendre à ce que ces planches pourries finissent par trouver un accord, comme le décrit si bien l'expression italienne « ladri di Pisa », célèbres pour se disputer le jour et voler ensemble la nuit.

Dans ces conditions, Monsieur Jans, comment peut-on, pour reprendre vos mots, dire aux Valdôtains : « Oui, soyez fiers d'appartenir à l'Union Valdôtaine » ?

Ne serait-il pas plutôt le temps de leur dire : « Vous, Valdôtains honnêtes, vous qui n'êtes pas des traîtres, si vous voulez encore faire quelque chose pour votre patrie, ayez honte de rester dans ce parti désormais infâme et sans espoir de changement. Sortez-en au plus vite et commencez à le combattre de toutes vos forces ! » ?

En toute cordiale et reconnaissante estime,

Etienne Andrione